



Désirs d'avenir 14

Café Ségolène

Synthèse du café/débat qui s'est déroulé le lundi 20 novembre au bar *L'EXCUSE*, 20 rue Vauquelin à Caen, sur le thème :

**« La France et l'immigration
ou comment comprendre et anticiper
les enjeux du co-développement ? »**

Principes du Café Ségolène : débat ouvert au public, le 3^{ème} lundi de chaque mois à 20h30, dans une salle du bar l'Excuse à Caen, mise à notre disposition par les propriétaires Agnès SURIREY et Françoise ROLAND. La synthèse est retransmise vers Désirs d'Avenir national, vers la fédération départementale du parti socialiste, les sections et les militants et vers la fédération départementale du PRG. Elle est téléchargeable sur le blog de Désirs d'Avenir 14 (cf. adresse en bas de page).

La soirée a réuni une **quarantaine de personnes** autour de **Monsieur Basudeb CHAUDHURI**, Maître de conférence à l'université de Caen, expert sur les questions de développement, de **Madame Pascale CAUCHY**, Conseillère Régionale, spécialiste de la coopération décentralisée et de l'aide publique au Développement et de **Monsieur Jean-François AKANDJI**, Professeur de droit public à l'Université de Caen, expert auprès du Conseil de l'Europe sur la question des droits fondamentaux.

Présentation

Sabine Guichet-Lebailly, coordinatrice de désirs d'Avenir 14 ouvre la soirée par une présentation du déroulement, du thème traité puis des 3 intervenants. Elle insiste sur le fait que ce café est ouvert à tous les publics.

Ce soir, nous tentons d'aborder le thème du co-développement en partant de la réalité des choses et non des représentations que nous en avons.

Il est rappelé ce qu'est le « co-développement » : des migrations de population de part et d'autre des frontières, de fonds financiers, et, ce qui est souvent occulté, d'informations et de représentations faussées, déformées par les migrants eux mêmes, des pays et des cultures dans lesquels ils résident et vivent. Ces migrations sont multiples et se font du sud vers le nord, de l'est vers l'ouest mais aussi du nord vers le sud, de l'ouest vers l'est, du nord vers le nord et du sud vers le sud.

Les 3 personnes ressources se sont par la suite présentées à leur tour, en faisant une introduction chacune d'un dizaine de minutes sur le thème de l'immigration.

Basudeb Chaudhuri a introduit ce débat par une présentation macro-économique de l'immigration. S'il est satisfaisant de sortir de l'université, dit-il, il faut que l'université sorte vers la population.

Il a souhaité que nous remettions en cause la « vache sacrée » du développement et que nous analysions les faits au regard des chiffres réels et non au regard de notre imaginaire stéréotypé.

Pour lui, la migration vers la France est insignifiante au regard des mouvements mondiaux. Il a cité quelques chiffres pour poser les idées, par exemple, que l'immigration ne représente en France que 110 000 à 200 000 personnes par an (chiffres INED sur les 12 dernières années), ce qui correspond à 0.20 à 0.25% de la population totale française. D'où une véritable disproportion entre l'importance consacrée à cette question et le poids réel de cette immigration.

Pourtant cette question et son analyse faussée sont en permanence au cœur du discours politique et génèrent des peurs irrationnelles dans la population qui sont totalement disproportionnées au regard des faits.

Pourquoi ?

La question de l'immigration est liée à la question de la mondialisation.

Du point de vue de l'économiste, il n'est pas normal que tout circule et se déplace (marchandises, argent, services) sauf les personnes physiques qui seules, sont limitées dans leur déplacement. De la même façon pour le facteur travail, la libre circulation sera rapidement une réalité, il faut en prendre conscience et l'anticiper pour la réglementer mondialement au lieu de

pratiquer le déni de réalité et ramener cette question majeure à des problèmes franco-français.

Cela est déjà une réalité pour les chercheurs, les hommes politiques, les étudiants, les entrepreneurs qui se déplacent plus que les autres. **Pour ces classes de population, le marché du travail et de l'activité en général sont devenus l'international, et cette tendance va se poursuivre en descendant progressivement dans l'échelle sociale.**

A l'échelle de **la pensée économique (et non financière)**, l'état nation tel que nous l'avons défini jusqu'ici est une notion caduque.

Bien entendu, Mr CHAUDHURI est conscient que la Nation en tant que représentation est ancrée profondément dans l'esprit des gens, qui la revendiquent et c'est une bonne chose. Mais même Keynes et les signataires des accords de Bretton Woods¹ en 44 avaient déjà pensé l'architecture mondiale par la création des grands organismes comme le FMI, ou l'OMC ; même si les formes actuelles de ces organismes ne leur donneraient pas satisfaction.

Depuis la deuxième guerre mondiale, la mondialisation favorise le développement. Aujourd'hui 80 pays émergents peuvent concurrencer les plus riches.

Recentrant ce débat sur la France, il a évoqué les 30 glorieuses. Durant cette période faste, d'autres pays en émergence sont apparus, mais sans que cela ne se remarque. A présent ces pays en forte croissance peuvent concurrencer nos pays développés, mais une partie de leur population n'a pas accès à cette croissance, à cette richesse produite dans leur propre pays. Les inégalités se creusent de plus en plus fortement contraignant cette population exclue à bouger, à migrer. La planète entière devient alors un grand marché du travail. Il faut garder en tête que l'Inde + la Chine = 38% de la population mondiale. En France statistiquement, le problème reste mineur.

Pour conclure son introduction, Mr Chaudhuri a rappelé que cette ouverture du monde ne se situe pas dans un débat droite/gauche, mais qu'elle demande une prise de conscience rapide qui nous permettra de faire face à une réalité incontournable que nous ne pouvons pas occulter.

¹ Les **accords de Bretton Woods**, furent signés le 22 juillet 1944 au Mount Washington Hotel, à Bretton Woods, suite à trois semaines de débats entre 730 délégués représentant l'ensemble des 44 nations Alliées. Ils ont dessiné les grandes lignes du système financier international de l'après-guerre. Leur objectif principal fut de mettre en place les bases de la politique monétaire mondiale et de favoriser la reconstruction et le développement économique des pays touchés par la Seconde Guerre mondiale. La France y était représentée par Pierre Mendès France.

Il a insisté sur l'acceptation de cette mouvance des personnes à travers le monde. Bientôt, il ne s'agira plus de quelques centaines de milliers de personnes, mais de bien plus. Il fait le comprendre et l'accepter pour pouvoir s'y préparer.

Pascale CAUCHY a abordé le niveau local, qui est son domaine de compétence. En effet, elle a déploré la faible participation des collectivités en général et de la ville de Caen en particulier dans l'engagement vers plus de coopération internationale et plus d'accords de coopération décentralisée.

Elle précise que le terme « coopération décentralisée » est un terme juridique, lié aux lois de décentralisation qui ont permis aux collectivités de signer des accords de coopération avec d'autres collectivités étrangères au Nord comme au Sud. Cette coopération s'établit autour de nombreux thèmes qui dépendent des besoins exprimés par les 2 territoires qui coopèrent.

Coopérer nécessite du dialogue, de la démocratie participative, la participation de tous les acteurs locaux, collectivités, société civile (associations, jeunes, migrants, scolaires et étudiants, syndicats...), plus les entreprises, les organismes socioprofessionnels, les services de l'Etat...

Elle explique que la Région Basse-Normandie a mis en place depuis 2005, une politique de coopération décentralisée qui permet d'une part de signer des accords avec d'autres régions dans le monde et d'autre part d'apporter son soutien aux acteurs bas-normands institutionnels et associatifs de la coopération et de la solidarité internationale. Dans le cadre de l'aide publique au développement, la Région va signer avec la région d'Atsinanana à Madagascar et avec la République de Macédoine. Une 3^{ème} région de coopération pourrait être la Basse-Casamance au Sénégal.

Elle souligne l'importance de l'engagement des élus locaux sur ces questions de l'immigration et du co-développement. Le monde doit être appréhendé dans sa globalité, et nos territoires avec leurs habitants français ou étrangers doivent être regardés comme partie intégrante de ce monde, existant en interactivité avec lui.

Sans cette prise de conscience, sans les changements de mentalités et de regards qu'ils requièrent, c'est l'avenir de nos sociétés développées et des futures générations que nous hypothéquons.

La Région s'engage donc aussi dans la sensibilisation et la formation des élus à ces questions. Elle se doit d'être incitative face aux autres collectivités.

Un travail citoyen supplémentaire de « lobbying² », dans le meilleur sens du terme, est indispensable, afin d'exercer les pressions nécessaires sur les décideurs et les politiques .

² Action menée par un groupe de pression afin d'obtenir quelque chose.

Les associations et communautés de migrants doivent être associées à ces réflexions puisqu'ils détiennent beaucoup des réponses à nos questionnements au regard de leurs propres parcours . Ils connaissent les problématiques des pays qu'ils ont quittés. Les fonds importants qu'ils transfèrent vers leur pays d'origine contribuent aussi au développement de ces territoires. Dans quelle mesure ? Avec quelle efficacité ?

Attention : le FN vote toujours pour plus d'actions vers les pays de départ, car s'"ils" sont bien chez eux, ils y resteront. C'est un contresens, la libre circulation des personnes est indispensable pour permettre le co-développement des territoires qui deviennent interdépendants et interactifs en s'enrichissant de leurs différences. Le co-développement n'est pas de la bonne conscience pour les populations du nord, ou une contrepartie pour refuser les migrants. On n'oppose pas co-développement et immigration, ils vont de pairs.

Débat avec le public :

Les participants ont en général voulu séparer **deux types d'immigration, l'immigration choisie par le migrant, et l'immigration subie par celui-ci**. Ces deux cas doivent être traités séparément, en effet, les premiers appartiennent à une classe plus aisée, plus éduquée, alors que les seconds migrent dans le seul but de survivre, et de faire survivre leurs familles restées au pays.

Témoignage : « on vient en France parce qu'on a faim. La France représente un Eldorado. On ne peut raisonner comme si le migrant avait choisi de migrer, c'est une immigration subie. **Il existe d'autres façons de penser l'économie**. On ne peut faire abstraction de l'histoire. Tous les pays ne sont pas partis du même pied. »

Nous avons pu nous rendre compte des difficultés que rencontraient les migrants en arrivant, difficultés aggravées parfois par l'administration appliquant des lois qui se superposent et se contredisent, ce qui est moralement indigne de notre pays et totalement contre-productif économiquement.

Jean-François AKANDJI-KOMBE nous fait un rappel historique de l'immigration en Europe et en France en particulier. **La France s'est pensée au cours des siècles par rapport à l'Universalisme³, c'est à dire que la mondialisation fait partie de l'histoire de France, de son idéal et de son être. Avoir peur de la**

³ **L'universalisme philosophique** se rapproche de l'humanisme et considère que tous les citoyens du monde ainsi que leurs cultures doivent être respectés. Au sens moderne, l'**humanisme** désigne toute pensée qui met au premier plan de ses préoccupations le développement des qualités essentielles de l'être humain et qui dénonce ce qui l'asservit ou le dégrade.

mondialisation, cela signifie renoncer à nos idéaux, cela signifie que les français se sont perdus.

Ensuite, il a insisté sur le fait que la « migration » et non « l'immigration », fonctionne dans les deux sens, pas seulement des pays pauvres vers les pays riches. Il existe un sens dont on ne parle pas. Il y a une sorte de schizophrénie des citoyens des pays développés. D'un côté on vante les mérites de la mondialisation, et d'un autre on en décrie les méfaits.

Quand on parle de mondialisation des migrations, on pense à ceux qui ont faim, mais la migration est bien plus large que ça. Les français voient leur Eldorado dans d'autres pays, au Nord comme au Sud. Par exemple les européens se déplacent aussi pour travailler (ex en chine).

Si nous refusons les étudiants, les chercheurs, et autres travailleurs qui viennent volontairement en France, ils iront ailleurs, et la France s'isolera du reste du monde. Quand ils iront systématiquement ailleurs, la France perdra cette diversité qui fait sa force et qui est une de ses plus grande richesse.

Les migrations sont des échanges de savoirs, c'est une valeur positive en train d'être dévoyée.

Basudeb Chaudhuri a insisté sur le fait que le marché du travail est pour certains, et bientôt pour les autres, globalisé à l'échelle de la planète. Cela est déjà en marche, notamment pour les étudiants, et les chercheurs.

Ce sont ceux qui sont au plus bas qui ont des problèmes pour bouger, pas les autres.

Est-ce que cette pensée mondialisée est inévitable et unique? Non, il est possible de changer ce qui est. Mais La critique de la mondialisation ne peut pas se faire à travers la défense des acquis sociaux. La gauche de la gauche en est restée au XVIIIème siècle, **le capitalisme n'est pas un système unique. Le progrès n'est pas linéaire. Les solutions sont à inventer.**

Sabine Guichet-Lebailly demande quels arguments utiliser pour expliquer, et convaincre la population que la mondialisation peut être une chose bénéfique pour tous, si elle est correctement régulée.

Des participants essayent de le démontrer par rapport aux inégalités qui existent en ce moment dans le monde. Notamment au niveau agricole. En effet, la population n'est pas suffisamment consciente que **notre politique agricole commune subventionnée massivement y compris à l'exportation, comme celle des Etats-Unis, détruit les emplois dans les pays émergents ou en développement, ce qui à court et moyen terme aggrave les exclusions et donc les migrations subies.**

Busudeb Chaudhuri rappelle que le subventionnement des agricultures occidentales fait que la production agricole de nos pays revient moins chère

que dans les pays en voie de développement. C'est scandaleux. LA PAC est un désastre. On ne peut pas être le chantre d'une politique productiviste et être pour le développement durable. 5% de la population européenne (les agriculteurs), reçoit 44% du budget de l'Union Européenne (la PAC).

Il rappelle aussi le problème environnemental, car les pays riches détruisent les ressources de la planète, et cela conduit à court terme, on le sait, à une modification irréversible de notre écosystème. On gaspille des ressources inestimables, alors que celles-ci appartiennent à la Terre entière, et non aux seuls pays industrialisés.

L'association «La Jarre Percée» rappelle que la France, en refusant l'immigration se coupe du reste du monde. De plus, on ne parle de ce problème qu'aux élections, alors que c'est un problème de vie quotidienne pour ceux qui le subissent. Par exemple, **pour les étudiants, il faudrait créer un système de visa permanent pour leur permettre de venir étudier en France et retourner régulièrement chez eux sans avoir peur de ne pas pouvoir revenir. Les conditions d'emploi dans leur pays d'origine devraient être une priorité du co-développement pour qu'après leur étude, ils reviennent participer au développement de leur pays.**

Des participants rappellent que Ségolène Royal a proposé des modifications pour les visas, pour justement traiter ces situations ubuesques.

Benoît Tallec, membres de l'association « Partenariats Solidaires » (Afrique du Sud) : pense qu'on peut faire des actions à vocation économique, localisées et efficaces qui sont des petits îlots de développement.

La question est, comment étendre et raccorder ces îlots. La question de l'appropriation par les populations bénéficiaires est centrale.

Pascale Cauchy redit que tous les niveaux de coopération sont utiles. Il faut des microprojets et des macroprojets, cela dépend de la taille des coopérants, des régions partenaires vont faire des projets différents d'un jumelage scolaire. Par contre, il est indispensable d'associer les élus locaux dans ces pays. C'est à eux aussi d'agir localement, avec un suivi pour chaque projet mis en place. Il ne faut jamais oublier la réciprocité dans les échanges, et le passage par l'appropriation locale, sinon c'est l'échec assuré. **C'est aussi en analysant nos propres besoins ici en Basse-Normandie, que nous serons en mesure d'élaborer avec nos partenaires des projets à dimension globale et non des projets nord-sud !**

Des participants disent comprendre qu'on soit obligé de mettre des barrières, vu le nombre de personnes qui veulent entrer. On ne peut laisser l'émigration sans limite venir en Europe.

Des participants souhaitent évoquer l'isolement de la France. Le problème s'accroît depuis 1974 à chaque fois à l'approche des élections. La France a échoué en Afrique. Il faut aider les locaux à rester chez eux mais l'état a abandonné ce secteur aux associations. Comment l'état peut-il intervenir plus ?

Sabine GUICHET-LEBAILLY prévient, attention , **les pays sont souverains, on ne peut pas faire n'importe quoi ni décider à leur place. Les politiques de coopération se mènent en partenariat. Respecter l'autre c'est surtout croire qu'il peut s'en sortir par lui même et arrêter de supposer que nous sommes dépositaire du savoir absolu.**

Aly DIOUM, étudiant sénégalais, raconte, à force d'exemples, la galère que les étudiants africains vivent en France pour obtenir des titres de séjours. Par exemple, un de ces amis avait trouvé une école d'ingénieur et a dû interrompre ses études faute du renouvellement de son visa.

Jean-François Akandji-Kombe confirme cet état de fait. Tous les ans, le cas se pose avec des étudiants en master, et cela s'aggrave au fil des 6 années qu'il a passées à l'université de Caen. Les étudiants doivent avoir la confirmation de la part de l'université qu'ils pourront étudier pour avoir leur visa. Mais, l'administration française via les services de ses ambassades demande au fur et à mesure, de plus en plus de papier, et de justificatifs, jusqu'à des copies de bulletin de salaires, de relevés bancaires de personnes habitant en France et acceptant de servir de caution. Pour finir, on délivre un visa comme par hasard le lendemain de la clôture des inscriptions qu'on a pris soin de demander au préalable.

La solution en Afrique subsaharienne passe, entre autre, par le développement. Mais il faut être lucide, nombre de gouvernements corrompus et non démocratiques sont soutenus et maintenus en place par la France. Personne ne peut prendre le pouvoir dans ces pays sans l'adoubement de la France. **La France doit changer de politique étrangère. Les gouvernements actuellement maintenus ne réussiront pas le développement de leur territoire ni de leur peuples.**

Le concept d'immigration choisie est à mettre en parallèle avec l'intégration ; On ne vous reçoit que si vous pouvez apporter tout de suite quelque chose à la France. C'est contre nature et contre humain. Qui peut savoir ce que l'être devient ? Cela engendre une immigration décalée, qui ne pourra s'intégrer. On leur a dit qu'ils étaient les « meilleurs ».

Des participants font remarquer la nécessité de faire comprendre tout cela à la population française, qui n'est pas assez consciente de ces enjeux. En effet, **ces sujets sont sous traités dans les médias, et au mieux, ils apparaissent faussés quelques temps avant les élections présidentielles.**

Désirs d'Avenir Calvados
désirdavenir@gmail.com
www.acaensegolene.blogspot.com

Pourquoi ce thème de l'immigration fait-il peur ? Pourquoi fait-on le lien entre 1,5 millions de personnes vivent sous le seuil de la pauvreté et des flux migratoires insignifiant au regard des 60 millions d'habitants en France ?

A quelle échelle la question de l'immigration doit-elle être traitée ? locale, nationale, européenne, mondiale ?

Des participants expliquent qu'il va falloir faire un travail de pédagogie important, avec les catégories qui se sentent le moins concernées. C'est donc, à nous citoyens, de faire le passage entre les économistes et les sociologues, et cette population trop facilement récupérée par les extrêmes. C'est notamment cette population qui souffre des aspects négatifs de la mondialisation. Les catégories de travailleurs peu ou pas qualifiés, les travailleurs des industries à fort besoin de main d'oeuvre qui délocalisent dans des pays émergents. Ils ne voient, et ne subissent que les mauvais côtés de la mondialisation, et l'ascenseur social fonctionnant assez mal en France, ils ne voient pas non plus d'espoir pour leurs enfants.

Basudeb CHAUDHURI indique qu'il y a beaucoup de pauvres en France. Les pauvres sont devenus des exclus. **Est-ce que les pauvres sont dus à l'immigration ? Non, la valeur ajoutée due à l'immigration est gagnante. La main d'oeuvre non qualifiée existe partout et est exclue partout. C'est donc un problème de répartition des richesses entre capital et travail et non un problème de répartition géographique. Ce problème est lié au sous investissement dans des domaines porteurs tels que l'éducation, l'environnement, l'énergie, qui créent des emplois à fortes valeurs ajoutées.** Il va falloir résoudre ce problème à toutes les échelles, du niveau local vers le niveau européen voir mondial.

Toutes les échelles de réponses sont appropriées. Cela dépend des questions. Il faut des initiatives multiples à toutes les échelles. L'avenir est peut être dans une Europe des Régions. C'est notamment ce que propose Ségolène Royal.

Jean-François AKANDJI-KOMBE se réfère au principe de cohérence Etat, région, Europe. Schengen 1991, Amsterdam 1996, la compétence est européenne. Le levier d'action est actuellement européen. Il faut se bagarrer contre les opinions publiques toutes faites et stéréotypées.

Participants : les pays émergents ne pourront s'en sortir que si les jeunes peuvent se former chez eux et via des échanges universitaires facilités. Or ici il existe 47 circulaires pour l'accueil et des variations en fonction de l'attitude du préfet.

En Allemagne, depuis plusieurs décennies, l'accueil des étudiants du Ghana et la coopération fonctionnent bien.

Sur le plan local que fait Caen ? Sur le plan régional, il a fallu attendre 20 ans pour que la Région Basse-Normandie se décide à mettre en œuvre une vraie politique de coopération, qu'en est-il des autres collectivités ?

Participants : il est redit que les causes de l'immigration sont multiples :

Problèmes environnementaux (défrichement de la forêt, croissance du désert, terres inondables), approche financière des questions qui se posent.

Les migrants dans la société française ont des statuts différents. Certaines populations migrantes ou de seconde et troisième génération, sont ghettoïsées dans les banlieues. Il s'agit d'une politique de stigmatisation économique, sociale, géographique.

Que souhaitent les socialistes ? Les autres ?

Qu'en est-il des minorités visibles dans les représentations démocratiques et institutions ? Le compte n'y est pas.

Les socialistes sauront-ils répondre aux attentes de ses populations.

Est ce que le regard sur l'immigré va changer ?

Il faut mettre l'être humain au centre des préoccupations.

Participants : la question est comment comprendre et s'appropriier ces questions pour rechercher des argumentaires clairs au moment où il faudra convaincre dans certains milieux pendant la campagne électorale. Ok, l'immigration n'est pas une catastrophe, il faut aller au delà de ses propres représentations et de l'idéologie basique de premier degré véhiculé par les extrêmes. Il faudrait rédiger des argumentaires simples et clairs sur quels sont les aspects positifs de l'immigration ?

- Rajeunissement de la population
- L'économie est plus fleurissante quand le pays s'ouvre
- Les échanges ont toujours provoqué l'enrichissement mutuel

A l'opposé il faut lister les risques et les conséquences négatives qui arriveront si on n'a pas une politique intelligente en la matière. Donner des exemples historiques pour illustrer ces propos.

Participants : Il faut changer la politique. Il n'y a pas de problème d'immigration. L'émigré est un bouc émissaire.

Jean-François AKANDJI-KOMBE répète que malgré tous les efforts, il y a des peurs irrationnelles et culturelles que l'on ne peut pas déloger.

Basudeb Chaudhuri : Il y a beaucoup de travailleurs émigrés qui font des travaux dont ne veulent pas les français. (exemple dans les hôpitaux).

Participants : l'immigration a toujours existé quand on avait besoin de main d'œuvre, exemple les polonais dans les mines de fer à Soumont St Quentin et Potigny.

2 causes de migrations : la migration choisie qui doit être favorisée, et l'émigration subie à laquelle il faut apporter des solutions, une aide est

nécessaire. Attention il ne faut pas faire du gaullisme, de l'ingérence. Il faut des relais, locaux, régionaux, associatifs. Les projets doivent être établis en commun. Il est souhaitable qu'on puisse aider ces personnes à rester car les immigrés des dernières vagues n'arrivent plus à s'insérer.

Jean-François AKANDJI-KOMBE répond à la salle que certaines peurs ne sont pas rationnelles. Dans les yeux de certains français qu'il croise régulièrement, il reste définitivement un noir, un nègre, un colonisé, un esclave !!! Tout vice-Président de l'Université de Caen qu'il ait été, tout professeur de Droit Public qu'il soit, tout expert du Conseil de l'Europe en Droits fondamentaux qu'il soit...

Basudeb CHAUDHURI : pour réussir, il faut apprendre que tout ce qui est une contrainte ne marchera pas, il faut aller plutôt dans le sens de la liberté. **Il faut placer l'homme au coeur du débat et ne pas oublier d'arbitrer entre croissance et développement.**

Sabine GUICHET-LEBAILLY clôture la soirée en remerciant les participants et intervenants pour la haute tenue des échanges et donne la date du prochain Café débat, le 18 décembre à 20h30. Même lieu. Le thème sera déterminé plus tard et transmis par voie de presse et internet.